

Cercle de compétences « Féminisation, lutte contre les discriminations et mixités »

Réunion du 12 février 2026

Sont présentes à la réunion :

- Christelle Migné, présidente ;
- Mylène Cadilhac, membre ;
- Jeanne Lehericey, membre.

Ordre du jour :

1. Féminisation des fonctions d'arbitres
2. Appel à manifestation d'intérêt pour l'essaimage du club des 300 du CNOSF

1. Féminisation des fonctions d'arbitres

Le CC « Féminisation, lutte contre les discriminations et mixités » a été sollicité dans le cadre de la féminisation des fonctions d'arbitre, particulièrement dans le water-polo.

Dans ce cadre précis, certains éléments sont à améliorer afin de favoriser le bien vivre ensemble et ne plus avoir pour retour des éléments, comme ceux ci-après, qui ont été porté à la connaissance du Cercle de Compétences :

« ... De plus en plus d'arbitres féminines officient dans nos championnats Nationaux et on ne peut que s'en réjouir ! Dans un monde jusqu'à peu très majoritairement (voir exclusivement) masculin, il s'avère qu'après discussion avec certaines arbitres que certaines pratiques devraient être "reprécisées" ou "recadrées".

En effet, nombre de clubs ne prévoient pas de vestiaires dédiés à nos arbitres féminins, les obligeant à se mettre en tenue avec un collègue homme ou à attendre que le vestiaire se libère en présence bien souvent des joueurs et entraîneurs...parfois à l'issue d'un match tendu.

Il s'avère également que les délégués (non par mauvaise intention mais par habitude) débriefent et annonce la note de l'arbitre dans le vestiaire. Je peux comprendre aisément que l'existence d'un lien de subordination entre le délégué et l'arbitre peut mettre mal à l'aise une femme dès lors qu'elle doit se retrouver seule dans un vestiaire avec un délégué homme.

Enfin, trop de phrases discriminatoires sont encore entendues de la part de joueurs ou d'entraîneurs sous prétexte "d'humour". J'ai encore entendu récemment de la part d'un entraîneur une phrase du style : " retourne faire la vaisselle" »

Il serait illusoire de croire que cette problématique ne concerne que la seule discipline du water-polo.

Le Cercle entend l'aborder de manière transversale, sous l'angle de la place des femmes arbitres et officielles dans l'ensemble des disciplines, sans exclure l'hypothèse de situations inverses, notamment en natation artistique — discipline majoritairement féminine — susceptible d'être confrontée à des difficultés comparables.

Le CC identifie, à ce titre, deux enjeux principaux : **(1)** les conditions matérielles d'accueil (espaces dédiés, vestiaires, zones de travail) et **(2)** la prévention et le traitement des comportements sexistes.

En conséquence, le CC propose une démarche en deux temps : d'abord, la diffusion d'une note à destination de l'ensemble du corps arbitral et des président(e)s de clubs, rappelant les attendus en matière d'accueil en compétition (espaces, organisation), les comportements attendus de chacun, ainsi que les modalités de prise en charge des situations à caractère sexiste ; ensuite, la modification des règlements sportifs afin d'y inscrire des exigences minimales garantissant l'accueil des arbitres et officiel·le·s dans des conditions satisfaisantes.

Cf. Note jointe en annexe.

2. Essaimage du club des 300 femmes dirigeantes

Christelle Migné partage l'appel à manifestation d'intérêt du CNOSF concernant l'essaimage du club des 300 femmes dirigeantes.

Le Club des 300 est un programme d'accompagnement des femmes aux fonctions dirigeantes dans le mouvement sportif français. Il est composé de sessions d'accompagnement en e-learning et en distanciel, de temps de rassemblement et de mise en réseau, ainsi que d'une animation de promotion pour une convivialité nécessaire à la réussite.

En 2025, le CNOSF s'est donné l'ambition d'essaimer le Club des 300 afin d'accompagner le mouvement sportif pour atteindre la parité dans les instances régionales en 2028. Cet essaimage repose sur l'appui des structures volontaires : fédérations et membres associés du CNOSF, ainsi que le réseau des CROS, CDOS, et CTOS.

L'essaimage de ce dispositif repose sur l'ambition d'une coexistence simultanée de plusieurs promotions d'environ 20 bénéficiaires, certaines animées par une fédération, d'autres par une des structures déconcentrées du CNOSF.

Le Club des 300 femmes dirigeantes est réservé aux femmes, bénévoles du mouvement sportif, dès l'âge de 16 ans :

- Toute femme bénévole dans une organisation sportive fédérée et/ou affiliée.
- Toute femme, pas ou plus bénévole dans une organisation, mais désireuse de rejoindre le mouvement sportif de manière bénévole. Dans ce cas, la candidate devra motiver son projet.

La Fédération si elle s'engageait dans cette voie devrait proposer au moins 5 des 9 modules proposées par le CNOSF.

Christelle Migné exprime des réserves quant au message susceptible d'être véhiculé par le lancement d'une action spécifiquement destinée aux femmes et principalement axée sur la formation, craignant qu'elle puisse laisser entendre que les femmes auraient besoin de se former pour être de « bonnes » dirigeantes, là où cette exigence ne serait pas formulée de la même manière pour les hommes. Si le « Club des 300 » peut également constituer une opportunité de développer un réseau, elle souligne l'importance que celui-ci soit ouvert et représentatif de l'environnement réel des dirigeantes, composé à la fois de femmes et d'hommes.

Jeanne Lehericey indique partager l'idée selon laquelle la formation est nécessaire pour tous, dirigeantes comme dirigeants, et précise que le Centre fédéral de ressources travaille actuellement sur une formation « dirigeant·e·s », dont le lancement est envisagé à l'automne/hiver 2026/2027.

Il ressort des échanges que la présentation du programme devra faire l'objet d'une attention particulière ; si une action spécifique est souhaitée, elle gagnerait à s'inscrire dans le programme global de formation des dirigeant·e·s, éventuellement sous la forme d'un module complémentaire dédié aux femmes dirigeantes. Par ailleurs, lors de la dernière réunion du CC, il a été acté d'adresser un questionnaire aux femmes dirigeantes afin d'identifier leurs besoins et les difficultés

rencontrées ; il apparaît nécessaire de disposer de ces éléments avant d'engager le programme « Club des 300 femmes dirigeantes ».

Compte tenu du temps nécessaire au lancement du questionnaire et à l'analyse des retours, de la préparation en cours de la formation des dirigeant·e·s par la FFN et de son calendrier prévisionnel, ainsi que de l'échéance du 28 mars pour candidater à l'appel à manifestation d'intérêt du CNOSF, il apparaît prématuré d'y répondre cette année.

Le Cercle de Compétence « *Féminisation, lutte contre les discriminations et mixités* »

***A l'attention de l'ensemble des
officiel·e·s, arbitres et juges,***

***A l'attention des président·e·s de
club,***

A Clichy, le 16 mars 2026,

Objet :

Mesdames, Messieurs,

La Fédération Française de Natation peut mettre en avant la parité au sein de son corps arbitral, avec une représentation relativement équilibrée de chacun des deux sexes. Des disparités persistent toutefois selon les disciplines : la natation artistique demeure quasi-exclusivement féminine, tandis que le water-polo reste, à ce jour, très majoritairement masculin, en particulier au sein du corps arbitral.

La Fédération a le devoir d'encourager chacune et chacun à s'engager dans l'arbitrage, fonction indispensable au bon déroulement des compétitions. Cet engagement suppose également de veiller à ce que toutes et tous puissent être accueilli·e·s et exercer leurs missions dans les meilleures conditions possibles, indépendamment de leur genre.

Il est établi que certaines arbitres féminines aient pu se trouver dans des situations délicates lors de certaines compétitions, notamment en water-polo. La présente note a donc pour objet de rappeler les attendus en matière d'accueil, d'organisation et de comportement, afin de garantir à toutes et tous un cadre d'exercice respectueux, sécurisé et adapté.

Sur les conditions d'accueil lors des compétitions

Les organisateurs de compétitions et de rencontres sportives doivent veiller à mettre en place des conditions d'accueil adaptées à l'ensemble du corps arbitral et des officiel·le·s.

À ce titre, il leur appartient notamment :

- de prévoir des espaces de vestiaires distincts pour les femmes et pour les hommes, disposant de conditions d'accès équivalentes et des mêmes commodités ;
- de garantir que ces espaces soient propres, accessibles, sécurisés et permettent aux arbitres et officiel·e·s de se préparer et de se changer dans des conditions satisfaisantes ;
- de veiller à ce que les réunions, briefings ou débriefings nécessaires avant ou après les compétitions se tiennent dans des lieux appropriés, distincts des vestiaires ;
- plus généralement, de s'assurer que l'organisation matérielle de la compétition permette à chaque arbitre et officiel·le d'exercer ses fonctions dans le respect de sa dignité et dans des conditions sereines.

Lorsque la configuration des installations impose des adaptations, celles-ci doivent être anticipées par le club organisateur afin de garantir un accueil équivalent pour toutes et tous.

Sur les comportements sexistes

La Charte d'éthique et de déontologie de la FFN consacre le refus de toute forme de discrimination comme valeur fondamentale du sport. Elle rappelle que le sport doit se pratiquer dans le respect de chacun, en excluant toute forme de discrimination, notamment basé sur le sexe ou le genre, de violence ou de comportement déplacé. Ils imposent en particulier aux éducateurs, entraîneurs, dirigeants, arbitres et officiel·le·s une exemplarité constante afin de garantir le bon déroulement des manifestations sportives et de prévenir tout débordement.

Aucun propos, aucune attitude ni aucun comportement fondé sur le sexe ou le genre n'a sa place dans le cadre des activités de la FFN, ni plus largement dans la société et les valeurs que nous défendons.

À titre d'exemple, peuvent notamment constituer des comportements sexistes :

- le fait de remettre en cause l'autorité, la compétence ou la légitimité d'une arbitre ou d'une officielle au motif qu'elle est une femme ;
- les remarques, plaisanteries ou commentaires fondés sur des stéréotypes ou clichés de genre ;
- les propos dénigrants, humiliants ou déplacés relatifs au sexe, à l'apparence ou à la prétendue capacité d'une personne à exercer sa fonction ;
- toute forme d'exclusion, de mise à l'écart ou de traitement différencié en raison du sexe ou du genre ;
- plus largement, tout propos ou comportement visant une personne en raison de son sexe ou de son genre sur la base de stéréotypes.

Il est rappelé que certains de ces faits peuvent relever d'une infraction pénale.

La vigilance de l'ensemble des dirigeant·e·s, des organisateur·ice·s et du corps arbitral est également requise s'agissant du comportement du public.

En cas de débordement, de propos déplacés, d'injures, de menaces ou de comportements sexistes, il appartient aux responsables présent·e·s et aux officiel·le·s de faire le nécessaire pour faire cesser immédiatement les nuisances constatées. Selon la gravité des faits, cela peut conduire à :

- rappeler à l'ordre la ou les personnes concernées ;
- demander leur exclusion de l'enceinte sportive ;
- interrompre temporairement, voire arrêter, la manifestation sportive si les circonstances l'exigent.

La protection des arbitres et officiel·le·s, comme le maintien d'un cadre de compétition serein, doivent constituer une priorité absolue.

Les incidents à caractère sexiste, quel qu'en soit l'auteur — membre du public, athlète, entraîneur, dirigeant, membre du club organisateur, arbitre ou officiel·le·s — doivent être signalés.

Ces faits peuvent notamment être portés à la connaissance de la Fédération :

- au moyen de la feuille de match ;
- dans le rapport de compétition ;
- par signalement direct à l'adresse suivante : **signalement@ffnatation.fr**.

La diversité du corps arbitral constitue une richesse pour la Fédération et pour l'ensemble des disciplines fédérales. Elle doit être encouragée, protégée et respectée.

Il appartient à chacun·e, à son niveau, de contribuer à un environnement de compétition exemplaire, garantissant à toutes et tous des conditions d'exercice dignes, respectueuses et sécurisées.

La Fédération remercie l'ensemble des arbitres, officiel·le·s, clubs, dirigeant·e·s, entraîneur·e·s et bénévoles pour leur engagement au service d'une pratique sportive respectueuse des personnes et des valeurs qu'elle porte.

ANNEXE 2

Questionnaire : Femmes dirigeantes dans les clubs affiliés à la FFN

Ce questionnaire s'adresse aux femmes occupant des fonctions de dirigeantes dans les associations de natation. L'objectif est de mieux comprendre leurs parcours, leurs motivations et les éventuelles difficultés rencontrées, afin d'identifier des pistes d'action pour encourager et soutenir l'engagement féminin dans la gouvernance sportive.

Le questionnaire est anonyme et dure environ 5 minutes.

1. Depuis combien de temps êtes-vous dirigeante dans votre association de natation ?

Choix multiple

- ☐ *Moins d'un an*
- ☐ *1 à 3 ans*
- ☐ *4 à 7 ans*
- ☐ *Plus de 7 ans*

2. Quelle est votre fonction principale au sein de l'association ?

Une seule réponse possible

- ☐ *Présidente*
- ☐ *Vice-présidente*
- ☐ *Secrétaire*
- ☐ *Trésorière*
- ☐ *Membre du bureau*
- ☐ *Membre du comité directeur*
- ☐ *Responsable d'un groupe ou d'une commission*
- ☐ *Autre (précisez)*

3. Qu'est-ce qui vous a motivée à vous engager comme dirigeante ?

(Texte)

4. Avez-vous rencontré des freins ou des difficultés pour accéder à votre rôle de dirigeante ?

(Choix multiple)

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, lesquels ? (Texte)

5. Pensez-vous que le fait d'être une femme a influencé votre parcours de dirigeante ?

(Type : choix multiple)

- ☐ Oui, positivement
- ☐ Oui, négativement
- ☐ Non
(Ajouter une sous-question conditionnelle)

Expliquez si vous le souhaitez : (Type : paragraphe)

6. Avez-vous déjà été confrontée à des remarques sexistes ou à une forme de discrimination liée à votre genre ?

(Type : choix multiple)

- ☐ Oui
- ☐ Non
(Sous-question si "Oui")

Si oui, pouvez-vous décrire brièvement la situation ? (Type : paragraphe)

7. Selon vous, quels sont les principaux obstacles à une plus grande représentation des femmes dans la gouvernance des clubs de natation ?

(Type : paragraphe)

8. Quels types de soutien ou d'accompagnement vous seraient utiles dans votre rôle de dirigeante ?

(Type : paragraphe)

Exemple : formations, mentorat, réseau, reconnaissance, partage d'information etc.

9. Avez-vous des modèles féminins ou des sources d'inspiration dans le monde sportif ou associatif ?

(Type : paragraphe)

10. Selon vous, quelles actions concrètes pourraient être mises en place pour favoriser l'engagement des femmes dans les postes de direction dans la natation ?

(Type : paragraphe)
